

## Arrêté N° 617/2019

République Française

### Objet : Autorisation de voirie

Le Maire de la commune de Vendargues

VU les articles L 2211.1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales

VU la requête présentée par **Monsieur et Mme RUIZ Jean-Claude**

en date du **09/07/2019** et par laquelle ils sollicitent **l'autorisation de faire stationner un camion de déménagement dans la rue de l'Amandier**

afin de procéder **à un déménagement.**

### A R R E T E

- Article 1** **Monsieur et Mme RUIZ Jean-Claude**  
Domiciliés à VENDARGUES – 6 rue des Porches  
sont autorisés à **faire stationner un camion de déménagement au droit dans la rue de l'Amandier**  
afin de procéder **à un déménagement**
- Article 2** La présente autorisation est accordée à charge par le bénéficiaire de se conformer aux conditions énoncées aux articles ci-après.
- Article 3** La voie publique pourra être occupée **le 15/07/2019 de 7 h 00 à 17 h 00 (des places de stationnement seront réservées dans la rue de l'Amandier – jusqu'au n° 3.)**
- Article 4** Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.
- Article 5** Le pétitionnaire devra veiller à empiéter le moins possible sur la voie publique, et baliser le camion, afin d'éviter tous risques d'accident susceptible d'être causé à des tiers.
- Article 6** Dès l'achèvement des travaux, le permissionnaire devra enlever tous les décombres et matériaux, réparer tous les dommages éventuellement causés et rétablir à ses frais la voie publique et ses dépendances dans leur premier état. Cette remise en état fera l'objet d'un procès-verbal de recollement dont mention sera portée au présent arrêté.
- Article 7** Le permissionnaire supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence de travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.
- Article 8** La présente autorisation est pour tout ou partie révocable à toute époque sans indemnité, soit pour des raisons d'intérêt général, soit pour non-respect par le permissionnaire des conditions imposées ci-dessus.
- Article 9** Sans préjudice de la révocation de l'autorisation, le permissionnaire pourra être poursuivi pour contravention de voirie s'il ne se conforme pas aux prescriptions imposées.
- Article 10** L'Adjoint délégué, la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera :  
**transmise pour information à la gendarmerie de Castries**  
**Publiée en Mairie**  
**Notifiée à l'intéressé**

Pour le Maire empêché,

Le Premier Adjoint,  
Guy LAURET

